

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SG/51  
25 juin 2002

(02-3539)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

## IMPOSITION PAR LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE D'UNE MESURE DE SAUVEGARDE SUR LES IMPORTATIONS DE POUDRE DE CACAO

Demande de consultations au titre de l'article 12:3 de  
l'Accord sur les sauvegardes

POLOGNE

La Mission permanente de la Pologne a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 21 juin 2002.

Le 16 novembre 2001, la République tchèque a notifié à l'OMC (document G/SG/N/6/CZE/4) l'ouverture d'une enquête en matière de sauvegardes concernant les importations de poudre de cacao.

Le 27 novembre 2001, la République tchèque a notifié au Comité des sauvegardes de l'OMC la mesure de sauvegarde provisoire appliquée sur les importations de poudre de cacao (document G/SG/N/7/CZE/3). Enfin, le 28 mai 2002, dans le document G/SG/N/8/CZE/3, la République tchèque a notifié à l'OMC les conclusions finales de l'enquête et, le 11 juin 2002, dans les documents G/SG/N/10/CZE/3 et G/SG/N/11/CZE/3, elle a notifié l'imposition d'une mesure de sauvegarde définitive pour une période de quatre ans.

La Pologne a de sérieux doutes quant à la compatibilité de cette mesure avec l'article XIX du GATT de 1994 et avec l'Accord sur les sauvegardes.

De l'avis de la Pologne, il n'est pas prouvé que les importations sont à l'origine des difficultés de la branche de production nationale. Il semble qu'il n'existe pas de concurrence directe entre les importations de poudre de cacao et la production tchèque de sucre.

En particulier, la partie tchèque n'a pas prouvé l'existence du lien de causalité entre l'accroissement des importations de poudre de cacao et l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave causé à la branche de production nationale du sucre.

Il n'existe aucune preuve que la chute des ventes totales de sucre s'accompagne d'une baisse équivalente des ventes de sucre à l'industrie de transformation du sucre.

La Pologne demande formellement la tenue de consultations au titre de l'article 12:3 de l'Accord sur les sauvegardes afin, entre autres choses, d'examiner les renseignements communiqués, d'échanger des vues sur la mesure visée et de parvenir à un accord sur les moyens d'atteindre l'objectif énoncé au paragraphe 1 de l'article 8 de l'Accord sur les sauvegardes.

./.

En conséquence, la Pologne propose l'ouverture immédiate de consultations à une date et en un lieu convenus d'un commun accord.

La Pologne se réserve tous les droits que lui confère l'Accord sur les sauvegardes, en particulier l'article 14, ainsi que ceux qui découlent du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

---